

Fédération Transports Routiers



Pas d'économie sur nos vies !

Les salarié.e.s de tout horizons ne veulent plus de cette politique d'austérité qui les entraîne vers la précarité ! Ces programmes qui "tapent" toujours sur les mêmes. Les sacrifices sur le monde du travail, ça suffit !

Le 10, la population a démontré qu'elle pouvait se rassembler afin de mener le même objectif. Au lieu d'en prendre compte, Macron ne cesse de provoquer en nommant ses mignons !

La bourgeoisie politicienne n'est pas en reste en critiquant l'initiative de ces mouvements populaires en rejetant la faute sur les forces d'opposition et de résistance. Pourtant, ce sont ces politiques menées par ces mêmes politicien.ne.s qui sont les fossoyeurs de notre pays.

Le 18 septembre, la rue se devra d'être solidaire en faisant un pas de plus vers le renversement de cette monarchie macronienne qui n'a que mépris et suffisance envers les travailleuses et les travailleurs, la casse du service public, les retraité.e.s, les "sans emplois" et les malades.

A l'instar des autres organisations syndicales du transport routier, notre Fédération appelle ses adhérent.e.s et sympathisant.e.s à se mettre en grève, mais aussi à respecter celles et ceux qui le seront.

La société, le monde du travail, sont en pleine évolution. Le partage des richesses ne doit plus être une utopie. Il faudra aller chercher l'argent où il y en a, dans les holdings où dans les poches du patronat !

Nous n'aurons de cesse de réclamer le retour à la retraite à 60 ans, la pérennisation du Congés de Fin d'Activité (CFA).

En outre, les prochaines Négociations Annuelles Obligatoires devront mettre à plat les conditions de travail et sociales des conductrices et des conducteurs, tout comme les spécificités liées à la profession.

Enfin, pour la Fédération SUD SOLIDAIRES des Transports Routiers, la revalorisation des salaires est une condition sine qua none à la reconnaissance de notre travail et de la professionnalisation de notre métier.

Le 18 septembre ne doit pas être un jour sans lendemain. Il doit être la continuité des mouvements à venir et la démission du « roi ».

Ne rien dire, ne rien faire, c'est se rendre complice de celles et ceux qui désinforment et qui laisse planer la vision d'un pays de noirceur.

Le 18 septembre 2025, nous nous devons de changer l'avenir que d'autres ont tracé depuis des décennies.

